9 décembre 2021 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

PRÉSENTATION DE LA PRÉSIDENCE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs,

Heureux de vous retrouver pour cette conférence de presse dédiée à la présidence française du Conseil de l'Union européenne qui commencera au 1er janvier prochain, et qui est un moment historique en ce qu'il est rare à lui seul, puisque dans l'Europe à 27, la France n'exerce en effet cette présidence qu'une fois tous les 13 ans. Tous les 13 ans, elle a cette responsabilité de porter des ambitions pour l'Europe, tout en nous inscrivant pleinement dans le collectif européen. C'est tout à la fois un rôle qui consiste à pousser évidemment nos priorités, nos ambitions, nos propres agendas, mais également à être les dépositaires d'une forme d'harmonie et donc d'accords européens qui doivent émerger durant ces 6 mois. Donc à partir du 1er janvier 2022, nous aurons à vivre ce temps dans un moment particulier, que je veux qualifier ici avant que nous n'entrions dans le fond de cette présidence. Celui d'abord d'une crise sanitaire qui se poursuit, qui nous a durement frappés depuis plus près de deux ans. Celui évidemment du bouleversement climatique, de la révolution numérique, d'inégalités mondiales croissantes, d'enjeux migratoires exacerbés par les manipulations de certains Etats, de tentatives de déstabilisation de nos démocraties et de montée de tension jusque dans notre voisinage le plus direct. Face à toutes ces crises qui percutent l'Europe, nombreux sont ceux qui voudraient ne s'en remettre qu'aux seules nations. Ces nations sont notre force et notre fierté, mais l'unité européenne est leur complément indispensable. Ce moment exige de nous, à cet égard, plus d'efficacité, plus d'affirmation, plus d'autonomie, plus d'indépendance, et il dit je crois avant toute chose le besoin de nous unir, nous, Européens. C'est ce que nous avons cherché à traduire à la fois dans le contenu même de ce que cette présidence portera, mais également à travers l'emblème et les quelques éléments symboliques qui vont caractériser cette présidence. Je vais peut-être tout de suite, avant de rentrer sur le fond de notre programme, demander au Secrétaire d'État aux Affaires européennes qui, auprès du ministre de l'Europe et des Affaires européennes, a conduit ces travaux, de nous présenter tout à la fois cet emblème mais également la nouvelle pièce, et je salue la présence ici de notre graveur et la Monnaie ici présente qui, à travers son directeur M. SCHWARTZ, ont travaillé sur ce sujet depuis de longs mois, et également nous présenter la carte de ces travaux à travers notre pays.

Clément BEAUNE
Merci Monsieur le Président de la République. Nous allons vivre en effet un moment très important pour notre pays et, je crois, pour toute l'Union européenne. Ce sont bien sûr des chantiers politiques, des priorités législatives, un agenda ambitieux que vous allez présenter dans quelques instants aux Français. Mais ce sont aussi des symboles, une identité, des messages que nous portons à travers un certain nombre d'exemples très concrets. Je vous propose de découvrir sans plus attendre l'emblème que nous avons retenu pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Cet emblème, que nous avons choisi pour six mois, représente les initiales de l'Union européenne, habillées des couleurs de la France et des étoiles européennes. Nous y avons mis une flèche qui porte un message d'ambition, pour voir, venir qui consiste à aller de l'avant face aux tentations du repli ou parfois du renoncement. Ce modèle de l'Europe, nous le défendons sous votre autorité, Monsieur le Président de la République, depuis quatre ans, pour une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique. Nous avons essayé de le résumer, de résumer les priorités que vous allez présenter aussi dans une devise que je vous propose immédiatement de voir, trois mots qui incarnent cette ambition européenne : la relance, la puissance et l'appartenance. La relance parce que nous sommes encore dans un moment de crise et nous construisons au niveau européen une réponse économique. Le réarmement économique de l'Europe est encore plus que jamais nécessaire, nous essaierons de le faire avancer. La puissance parce qu'elle est la condition du modèle européen que nous devons préserver et promouvoir dans le monde ; et puis l'appartenance car aucun projet politique ne saurait durer sans un sentiment collectif de participer à une aventure importante. Ce sont des valeurs partagées, une culture que nous avons en commun, une histoire qui nous relie et des projets pour l'avenir.

Nous avons aussi souhaité - et vous avez salué Monsieur le Président de la République, le directeur général de la Monnaie de Paris et le graveur général que je salue à mon tour - nous avons souhaité un objet très simple, si je puis le dire ainsi, sonnant et trébuchant, pour incarner cette Présidence. Je vous propose de découvrir une

nouvelle pièce de 2 euros. Normalement, chacun en a un exemplaire frappé, Monsieur le directeur général. Cette pièce de 2 euros est importante, d'abord parce que c'est la première fois depuis l'entrée en fonction dans les portefeuilles des Français, des Européens, des pièces en euros, qu'en France nous changeons le dessin de cette pièce. Bien sûr, cela consiste à marquer l'anniversaire de la monnaie unique : 2022 seront aussi les 20 ans de l'euro. Les Français, comme les Européens, y sont attachés, y sont très attachés même, plus que jamais. Ils soutiennent la monnaie unique, en font un élément de stabilité, de protection, d'attractivité de nos économies, qui nous a protégés aussi pendant la crise. Sur ce symbole qui a été dessiné par Joaquin JIMENEZ, le graveur général de la Monnaie de Paris, je crois que nous voyons une continuité avec les pièces que nous avons, mais aussi une modernisation, écologique notamment ; la devise de la République qui se retrouve, le chêne et l'olivier, la force et la sagesse, les racines qui montent au ciel. C'est un symbole qui ne sera pas simplement commémoratif. Ce sera une vraie pièce qui, dès le 1er janvier 2022, sera en circulation, qui est frappée à Pessac, au cœur de la Gironde, comme les premiers euros l'ont été depuis 24 ans et qui sera utilisable par chacun d'entre nous comme un signe de cette Europe que nous avons auprès de nous dans notre quotidien.

Et puis, cette Europe, Monsieur le Président, vous avez voulu qu'elle soit incarnée, qu'elle soit aussi enracinée dans toute la France, dans les territoires de l'Hexagone et des Outre-mer. Nous aurons, pendant cette présidence française, ce semestre de présidence française, dans toutes les régions de France, nous voyons ici plus de 20 réunions ministérielles qui seront accueillies dans tous les domaines, dans toutes les régions. L'occasion de montrer cette Europe au plus près, de valoriser aussi notre patrimoine, notre culture, sur tous les thèmes au cours des semaines qui viennent. Vous préciserez aussi je crois, Monsieur le Président, un certain nombre d'événements que vous présiderez à votre niveau.

Une Europe des symboles, de l'identité, de la proximité, c'est ce que nous avons cherché à incarner à travers ces éléments. Je veux saluer à cette occasion, Monsieur le Président, toutes les équipes qui, partout au sein de l'Etat, ont déjà fait un travail exceptionnel pour préparer ce moment qui est une responsabilité et un honneur importants pour notre pays. Je vous remercie.

Emmanuel MACRON
Merci beaucoup. Merci pour cela. À nouveau merci à la Monnaie de Paris, à l'ensemble des équipes qui ont œuvré pendant des mois et je vais à mon tour remercier vraiment le ministre de l'Europe, des Affaires étrangères, le Secrétaire d'Etat, ainsi que l'ensemble des équipes de diplomates qui ont œuvré à leurs côtés pour préparer cette présidence. Le Secrétariat général, son Secrétaire général, qui depuis plusieurs mois, l'ont préparé. Évidemment, l'ensemble des diplomates au Quai d'Orsay, notre représentation permanente à Bruxelles et ses équipes, le Secrétariat général aux Affaires européennes auprès du Premier ministre. Car cette tâche, vous le voyez, vous l'avez vu à l'instant, occupe aussi beaucoup de politiques publiques françaises. Evidemment, les différentes équipes diplomatiques aussi à Matignon et à l'Elysée, et l'ensemble des ministres, je remercie les ministres ici présents aujourd'hui, mais c'est un travail profondément interministériel qui va occuper le Gouvernement pendant plusieurs mois et qui est aussi le fruit d'un travail intense du Gouvernement depuis plusieurs mois pour préparer cette présidence.

Alors, s'il fallait résumer en une phrase l'objectif de cette présidence qui s'étendra du 1er janvier au 30 juin, je dirais que nous devons passer d'une Europe de coopération à l'intérieur de nos frontières à une Europe puissante dans le monde, pleinement souveraine, libre de ses choix et maître de son destin. C'est ça, l'objectif que nous devons poursuivre. Pour la première fois, en effet, depuis près d'un demi-siècle, des questions existentielles nous sont posées : sur le plan climatique, sur le plan technologique, sur le plan géopolitique, qui imposent - et c'est ce que nous préparons déjà, vous le savez, depuis plusieurs années - de profondément transformer notre organisation, de nous doter d'une ambition nouvelle. J'avais eu l'occasion de présenter cet agenda dès l'automne 2017 à la Sorbonne et nous avons déjà parachevé beaucoup des objectifs qui avaient été alors annoncés. Mais ce travail aujourd'hui est rendu encore plus indispensable par le contexte que j'évoquais à l'instant. Alors, ces priorités, et la construction au fond de cette souveraineté européenne et de ce modèle européen, nous avons travaillé toutes ces dernières semaines avec les différents Etats membres, avec le Président du Conseil avec lequel j'étais il y a quelques instants, la Présidente de la Commission, avec lesquels j'ai échangé lundi, et évidemment le Président du Parlement européen qui était avec le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères il y a quelques instants, comme avec les groupes parlementaires, et j'étais à leurs côtés le 2 décembre dernier à Strasbourg, pour un long échange pour préparer cette présidence. J'exposerai l'ensemble de ces priorités devant le Parlement européen le 19 janvier à Strasbourg. Au fond, le mois de janvier sera marqué par une série d'échanges avec le Président du Conseil, avec la Commission et l'ensemble du collège des commissaires européens en France, donc, début janvier. Puis un échange comme il se doit avec le Parlement européen le 19 janvier à Strasbourg.

Le premier axe de cette présidence, c'est cette Europe plus souveraine. L'Europe souveraine, c'est d'abord - c'est pour moi le premier aspect - une Europe capable de maîtriser ses frontières. Ces dernières semaines nous l'ont encore montré à travers la crise que nous avons vécue à la frontière orientale de l'Europe. Dès la fin de l'été, à la frontière lituanienne et lettonne, puis à la frontière polonaise. Protéger nos frontières est une

condition indispensable à la fois pour assurer la sécurité des Européens, pour relever le défi migratoire et éviter les drames que nous avons vécus, les situations de fortes tensions que nous avons vécues, les guerres hybrides auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés à la frontière avec la Biélorussie, mais également les drames humains ensuite, qui en sont les conséquences directes, à travers ces trafics qui sont organisés, comme ce que nous avons vécu dans la Manche il y a quelques semaines à travers le drame que nous connaissons tous. Et pour éviter que le droit d'asile, qui a été inventé sur le continent européen et qui est notre honneur, ne puisse être dévoyé, nous devons absolument retrouver une Europe qui sache protéger ses frontières et retrouve sur la question migratoire une organisation politique qui nous mette en situation de défendre ces valeurs. C'est pourquoi, nous initierons, sous cette présidence, une réforme de l'espace Schengen autour de deux priorités.

La première, ce sera la mise en place d'un pilotage politique de Schengen, comme nous l'avons fait pour la zone euro, nous avons mis en place une organisation politique de celle-ci avec des réunions régulières au niveau des ministres des Finances. Nous souhaitons installer une organisation et un pilotage politiques de cet espace Schengen à travers des réunions régulières des ministres en charge de ces questions. C'est en effet de la crédibilité européenne, et en particulier de celles et ceux qui se sont engagés dans cette coopération renforcée qu'est Schengen, de pouvoir avoir des réunions régulières, de prendre des décisions politiques, de pouvoir renforcer les contrôles aux frontières et d'avoir une politique cohérente de maîtrise de nos frontières extérieures. C'est la condition préalable à la libre circulation au sein de Schengen. Ceci vient s'appuyer sur une réforme que nous sommes en train de parachever par le dialogue et les travaux avec la Commission européenne, et qui donnera lieu à des textes permettant d'améliorer le fonctionnement interne de cet espace.

Deuxièmement, nous souhaitons porter la création d'un mécanisme de soutien d'urgence aux frontières en cas de crise. Quand un Etat membre doit soudainement faire face à une crise qui exige de renforcer le contrôle aux frontières extérieures de notre Union, comme nous l'avons vécu encore une fois récemment, il doit pouvoir compter sur l'appui de Frontex, agence commune dont c'est la vocation, mais également le renfort solidaire des Etats membres en policiers, gendarmes comme en matériel. Là encore, nous avons eu l'occasion de le faire il y a plusieurs semaines lorsque, justement, certains de nos partenaires ont appelé au secours. Mais les réactions sont souvent trop tardives. Les mécanismes se mettent en place, je dirais, à chaque fois de manière spécifique. Il nous faut créer véritablement ce mécanisme de soutien intergouvernemental.

Troisièmement, sur ce sujet de la protection de nos frontières, nous souhaitons également, sous la présidence française, faire enfin avancer ce qu'on appelle le paquet migratoire européen, c'est-à-dire la meilleure organisation de notre Europe en termes de gestion des migrations, avec une volonté qui est toujours la même : travailler avec les pays d'origine et les pays de transit pour lutter contre les trafics et éviter ces flux ; protéger nos frontières extérieures ; harmoniser nos règles, en particulier en matière d'asile ou d'accompagnement des réfugiés ou des migrants qui sont sur notre sol, et harmonisation aussi d'une gestion de ce qu'on appelle les flux secondaires, c'est-à-dire de la circulation des femmes et des hommes qui une fois arrivés sur le sol européen, doivent être beaucoup mieux, à la fois suivis et accompagnés, mais avec des procédures plus simples, plus harmonisées au niveau européen, pour éviter des jeux non coopératifs entre les Etats membres que nous voyons depuis plusieurs années. Ce texte est aujourd'hui essentiel et nous souhaitons pouvoir, dans le semestre prochain, le faire avancer au-delà de la protection des frontières extérieures que j'évoquais à l'instant.

Le deuxième élément clé d'une Europe plus souveraine, c'est évidemment d'avancer sur notre politique de défense. Vous le savez, là aussi, depuis 2017, nous avons beaucoup porté l'ambition d'une défense européenne, avec des avancées considérables : un fonds européen de défense, l'initiative européenne d'intervention, des coopérations là encore une fois structurées, et plusieurs programmes communs franco-allemands ensuite ouverts à d'autres Etats membres en matière d'armement, qu'il s'agisse d'armements qui sont dédiés à notre armée de l'air ou notre armée de terre. Sur le fondement des initiatives prises depuis 4 ans, il nous faut aujourd'hui entrer dans une phase plus opérationnelle, définir pour nous, Européens, nos intérêts communs et une stratégie partagée dans un monde de menaces et de risques. Cette présidence sera, à cet égard, un moment de définition de ce que nous avons appelé « la boussole stratégique », c'est-à-dire un livre blanc européen de défense et de sécurité, qui à la fois présentera l'état des menaces et fixera nos choix collectifs, nos orientations, nos ambitions. Cette boussole stratégique a été lancée sous présidence allemande et elle aboutira, d'une manière concrète, sous présidence française lors du Conseil européen du mois de mars. Nous aurons d'ailleurs des discussions lors du Conseil de décembre, puis, lors du sommet que nous souhaitons en France au mois de mars sur ce sujet. Quelle est la vocation de cette stratégie ? D'abord de définir véritablement une souveraineté stratégique européenne. Ce concept, qui paraissait impensable là encore une fois il y a 4 ans, permet d'ancrer que nous, Européens, que nous soyons d'ailleurs membres de l'OTAN ou pas, parce que je le rappelle, plusieurs Etats membres de l'Union européenne ne sont pas membres de l'OTAN, mais pour tous ceux qui sont membres de l'OTAN, ils réaffirment leur adhésion à cette organisation qui a montré son utilité et son efficacité. Mais nous avons des menaces communes et des objectifs communs. Donc nous allons ainsi définir et porter ensemble une analyse commune de ces menaces, porter des ambitions nouvelles en matière d'industrie de défense, acter aussi d'exercices conjoints, de définir nos partenariats conjoints et au fond, de définir également pour les Européens notre organisation commune sur les nouveaux espaces de conflictualité que sont l'espace maritime, le spatial et le cyber. Le Conseil européen du mois de mars permettra d'acter cette boussole qui a fait l'objet d'un très gros travail de la part des différents Etats

mais permettra d'acter cette boussole qui a fait l'objet d'un très gros travail de la part des différents Etats membres de la Commission et du Haut-Représentant et de préparer ainsi des positions communes en vue du sommet de juin à Madrid de l'OTAN. Elle permettra aussi, de manière très concrète, de lancer pour la première fois des exercices communs et un renforcement de l'industrie de défense européenne.

Le troisième axe de cette Europe souveraine, c'est la stabilité et la prospérité de notre voisinage. Il n'y a pas d'Europe souveraine si nous ne décidons pas en Européens d'avoir notre propre stratégie, notre propre agenda, pour ce qui est notre voisinage. Sans être exhaustif, je veux ici citer deux espaces géographiques qui donneront lieu à des initiatives, sous présidence française, structurantes. Depuis le début de mon mandat, j'ai fait de la relation avec l'Afrique une priorité, et je crois en effet profondément que le lien entre nos deux continents qui bordent les deux rives de la Méditerranée est le grand projet politique et géopolitique des décennies à venir. La relation entre l'Afrique et l'Europe sera structurante à tous égards pour la paix autour de la Méditerranée, mais aussi pour la paix et la prospérité, et de l'Europe, et de l'Afrique. C'est notre intérêt commun. La France a lancé plusieurs initiatives à cet égard. Nous avons essayé de bâtir depuis 4 ans une forme « d'aggiornamento » de notre politique africaine et de notre stratégie, mais nous devons le faire en Européens, en bâtissant un avenir à la jeunesse africaine pour réduire les inégalités, lutter contre les trafics qui exploitent la misère et les passeurs qui ont fait de la Méditerranée un cimetière honteux. Et donc, nous organiserons à cet égard, en lien très étroit avec le Président MICHEL, la Présidente VON DER LEYEN et l'ensemble des Etats membres, un Sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne au mois de février, qui se tiendra à Bruxelles et qui réunira les dirigeants des pays et des institutions de l'Union africaine et de l'Union européenne. L'objectif de ce Sommet est de refonder en profondeur la relation parce qu'elle s'est elle-même, il faut bien le dire, à travers ses instruments, bureaucratisée et un peu fatiguée. Elle doit s'appuyer sur plusieurs axes que nous avons préparés ces derniers mois. D'abord, refonder un New Deal économique et financier avec l'Afrique. C'est ce que nous avons préparé lors du Sommet du 18 mai dernier qui s'est tenu, si vous vous en souvenez, à Paris sur le financement des économies africaines. C'est celui qui nous avait permis de déclencher la réallocation des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international vers les pays africains et qui nous a permis d'acter ce mécanisme lors du dernier G20 à Rome. Nous devons, nous, Européens, aller au bout de cette solidarité à l'égard des Africains, qui consiste simplement à regarder les chiffres qui sont donnés par la Banque mondiale et le FMI, et le fait qu'entre 2020 et 2025, il y a 300 milliards d'euros de besoins de financement pour les économies africaines, car elles ont les conséquences économiques et financières de la COVID-19 à gérer et une véritable explosion démographique à embrasser. Donc à cet égard, l'Europe doit, dans les instances internationales, porter une stratégie commune avec l'Afrique pour permettre cette solidarité et elle-même réactualiser ces mécanismes d'investissement solidaires à l'égard du continent africain.

Ensuite, c'est de déployer un agenda en matière d'éducation de santé et de climat à la hauteur des enjeux de l'Afrique. Sur ces trois grands axes, le continent africain a des défis qui sont encore plus importants que les nôtres. Sur l'éducation, nous avons relancé, en lien avec le Président Macky SALL, il y a maintenant près de 4 ans, un partenariat commun dans le cadre du partenariat mondial pour l'éducation, nous allons le poursuivre, l'européaniser, avec un vrai projet de développer plus avant l'éducation des jeunes filles partout en Afrique, mais également la formation des enseignants comme le développement des structures d'éducation. Sur la santé, l'Europe a été pionnière, en proposant au G20 le mécanisme dit ACT-A, et en ayant cette solidarité à travers Covax, mais aussi le transfert de technologie et la production vers l'Afrique. C'est ce que nous allons développer sous présidence française, en ayant un véritable agenda sanitaire qui consiste à déployer beaucoup plus vite et beaucoup plus fort des structures de production de vaccins et de production de systèmes de santé primaires. Et puis sur le climat, nous devons accompagner dans sa transition énergétique et climatique le continent africain. Nous ne pouvons pas laisser les Etats africains sans solutions, leurs défis sont encore plus importants que les nôtres. Nous avons commencé à structurer cet agenda commun, à travers des grandes initiatives lancées en début d'année, comme la Grande Muraille Verte, qui permet de répondre à la fois aux défis de la biodiversité et du climat en Afrique, mais là aussi, à travers des financements d'infrastructures et de solutions énergétiques, nous allons structurer une initiative forte dans le cadre de ce Sommet.

Troisième grand axe de cette coopération, c'est la sécurité. En effet, la France, comme vous le savez, est particulièrement impliquée, mais nous souhaitons européaniser - c'est ce que nous faisons dans le cadre de nos actions au Sahel - mais européaniser ce partenariat et avoir véritablement un partenariat de sécurité entre l'Afrique et l'Europe, ce qui est la demande des chefs d'Etat et de gouvernement pour faire face à la montée du terrorisme sur leur continent.

Et puis, quatrième point, d'avoir un agenda sur les mobilités choisies, la lutte contre les passeurs, la lutte contre ce système de misère qui s'est mis en place et exploite les situations les plus difficiles, et permettre aussi d'organiser les migrations choisies, qu'elles soient scientifiques, culturelles, académiques au sein du continent africain et entre l'Afrique et l'Europe. Voilà les grands axes qui structureront ce Sommet de refondation du 17 et 18 février prochains. C'est un véritable contrat de paix et de prospérité que nous souhaitons mettre en place, pour bâtir des investissements dans les économies africaines et construire cet avenir commun. Cet agenda, nous l'avons construit avec les Africains, au travers de réunions successives que j'ai pu tenir ici à Paris, que le président Charles MICHEL aussi a multiplié encore ces derniers jours, qu'avec les ministres nous avons construite, au mois de mai autour de ce Sommet de Paris, lors du Forum de Paris pour la paix et que nous

poursuivrons dans les prochaines semaines.

Notre voisinage immédiat, enfin, ce sont aussi les Balkans occidentaux. Nous organiserons au mois de juin une conférence sur les Balkans occidentaux, parce que plus qu'un voisinage, les Balkans sont au cœur de l'Europe, et il suffit de regarder une carte, il suffit de regarder notre histoire. Cette région est aujourd'hui traversée par de nouvelles tensions. L'histoire y est de retour, le tragique parfois aussi. Donc nous avons une responsabilité aujourd'hui toute particulière à l'égard des Balkans occidentaux. Nous devons y mener une politique de réengagement, mais également d'investissements, pour favoriser l'intégration économique de cette région, pour y développer les échanges humains, pour évoquer la question des minorités qui parcourent toute cette région, et pour lutter aussi contre les interférences, contre les manipulations, qui sont le fait de plusieurs puissances régionales qui cherchent, à travers les Balkans, à déstabiliser l'Europe. Je crois que ce travail, qui est un travail politique et économique à l'égard des Balkans occidentaux, est un véritable agenda de souveraineté pour notre Europe, car on ne pourra pas bâtir l'Europe de paix des 50 prochaines années si nous laissons les Balkans occidentaux dans la situation où ils sont aujourd'hui. C'est donc clarifier leurs perspectives européennes, réinvestir dans cette région et son unité, et avoir véritablement une ambition commune pour les décennies à venir.

Voilà les trois grands axes à mes yeux, de ce qu'est une Europe plus souveraine sur laquelle, comme vous le voyez, le prochain semestre donnera lieu à des rendez-vous extrêmement importants qui viennent parfois parachever une ambition que nous poussons depuis plusieurs années, mais qui vont aussi marquer des réponses très pratiques pour nos concitoyens, d'un plus grand contrôle, d'une plus grande maîtrise.

Le deuxième grand axe de cette présidence française de l'Union européenne, qui je crois d'ailleurs, s'est dessiné progressivement pour notre pays comme pour notre continent durant ces derniers mois et durant cette pandémie que nous avons tous vécue, consiste à bâtir un nouveau modèle européen de croissance. Au fond, il nous faut définir ensemble ce que sera l'Europe de 2030. Cette présidence française doit être l'occasion d'imaginer un nouveau modèle européen qui est un modèle de production, mais également de solidarité et de régulation. En effet, notre Europe doit être une Europe où on puisse produire, créer de la richesse à la pointe de l'innovation, une Europe aussi qui doit défendre son modèle social parce que nous n'avons pas les mêmes choix collectifs que l'Asie ou les Etats-Unis d'Amérique, et une Europe qui doit être au cœur de l'agenda climatique qui est aussi, qui correspond à nos valeurs. A cet égard, et je dirais pour bâtir cette stratégie décennale, nous organiserons le 10 et 11 mars en France un Sommet exceptionnel des 27 chefs d'Etat et de Gouvernement autour de ce sujet majeur qui est au fond de définir le nouveau modèle de croissance européen. Nous aurons l'occasion d'en détailler les contours plus précis, mais ils reposent à mes yeux autour de 4 piliers, que je veux simplement ici esquisser.

Premier pilier, c'est évidemment la capacité à produire, à avoir une réponse économique adaptée à la sortie de crise avec une priorité : faire de l'Europe un grand continent de production, d'innovation, de création d'emplois. Nous devons partout en Europe avoir une obsession : créer des emplois et lutter contre le chômage et le chômage de masse tout particulièrement. Cet agenda est indispensable en sortie de crise, parce que nous avons et nous aurons à vivre les conséquences économiques et sociales de cette pandémie. Pour cela, nous avons à bâtir ce que nous avons commencé à préparer, mais ce Sommet de mars permettra d'en parachever le travail et la cohérence, la construction de filières industrielles fortes et intégrées : l'hydrogène, les batteries, l'espace, les semi-conducteurs, le cloud, la défense, la santé, la culture et les industries culturelles et créatives. Dans tous ces domaines à haute intensité technologique, de création de valeur ou d'emplois qui vont structurer le monde de 2030, qui vont structurer la création d'emplois, la création de valeur ajoutée ou la capacité à avoir de l'influence sur le monde de demain, nous devons garantir le positionnement de l'Europe, notre capacité à avoir évidemment des champions, notre capacité à créer le maximum d'emplois sur notre sol et notre capacité à définir les standards de demain et avoir donc notre indépendance. Pour cela, l'action au niveau d'un État n'est pas la bonne échelle. Vous m'avez plusieurs fois entendu dire cela. Mais quand nous avons à mener la compétition par rapport aux Chinois et aux Etats-Unis d'Amérique, quand parfois nous avons pris du retard - ce qui est le cas de certains de ces grands sujets, je pense au cloud et aux semi-conducteurs, par exemple, où l'Europe, de fait, a d'ores et déjà des dépendances technologiques - si nous voulons le rattraper et parfois prendre de l'avance, nous devons agir en Européens et nous devons penser en Européens nos investissements en matière de compétences, d'implantation industrielle, d'innovation, soit pour réindustrialiser, soit pour bâtir de nouvelles filières innovantes et pour, là aussi, construire de la véritable souveraineté technologique en Europe. Donc, d'ici le mois de mars, nous parachèverons - et la Commission européenne a un rôle tout particulier - une série de plans d'investissements européens et d'alliances industrielles nouvelles autour de ces grands objectifs que j'évoquais tout à l'heure.

Ce modèle de croissance et d'investissement supposera aussi des règles budgétaires et financières adaptées permettant de donner la priorité aux investissements nécessaires pour accompagner les transitions, en particulier climatique et numérique. Nous aurons pour cela besoin de commencer à bâtir un cadre budgétaire et financier crédible, simplifié, transparent, capable de contribuer à cette ambition d'une Europe plus forte, plus juste et plus durable. Lors de ce Sommet du 10 et 11 mars, nous aurons ainsi une session de réflexion stratégique que nous organiserons pour les 27 États membres autour de ce sujet. Qu'est-ce que ce veut dire ?

stratégique que nous organiserons pour les 27 États membres autour de ce sujet. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que durant la pandémie, nous avons mis entre parenthèses l'application de nos règles budgétaires communes. Nous devrons revenir à des règles budgétaires qui seules permettent la convergence entre nos économies, surtout pour celles et ceux qui partagent une monnaie commune. Mais nous ne pouvons pas faire comme si rien ne s'était passé. Pour réussir le développement de ces alliances, de ces filières industrielles fortes et d'innovations, il nous faut acter le besoin d'investissements nouveaux. Ces investissements nouveaux, nous devons les intégrer dans notre cadre budgétaire. Donc il nous faut une discussion stratégique qui découle de cela, de dire : face à ce défi, à la transition climatique, numérique, sanitaire, culturelle, stratégique, comment notre Europe doit prendre les bons investissements au bon niveau et repenser notre cadre budgétaire à cet égard ? Nous ne réussirons pas ces transitions, nous ne les mènerons pas à l'échelle de notre continent, si nous en revenons à un cadre budgétaire qui a été créé au début des années 90.

En même temps, il nous faudra aussi relancer un travail commun sur le cadre financier. Car si la Banque centrale européenne a eu une réaction rapide, totalement adaptée au moment de la crise, nous avons aussi à parachever une Europe bancaire et une Europe des marchés de capitaux, parce que face à tous ces investissements, il nous faut aussi lever au maximum de l'argent privé et orienter ces financements privés vers nos priorités. Ceci suppose d'aller plus loin dans l'intégration d'une Europe, d'un vrai marché de capitaux, d'une Europe financière enfin intégrée. C'est au cœur de cet agenda et c'est un élément de cohérence, car nous ne réussirons en effet ces transformations que si nous savons réadapter nos règles budgétaires et financières.

Le deuxième pilier de ce nouveau modèle européen de croissance, c'est de concilier développement économique et ambition climatique. L'Europe a une opportunité, c'est de devenir championne en la matière, parce que c'est un levier de création d'emplois et de valeur pour aujourd'hui et pour demain. En devenant le premier continent du monde à adopter l'objectif de neutralité carbone, nous nous sommes fixé un cadre ambitieux. Je le rappelle, c'était en décembre de l'année dernière. Les 27 se sont engagés les premiers autour de cet objectif. Atteindre cet objectif suppose non pas de produire moins, ni de consommer moins, mais d'innover, de transformer nos politiques, de mettre en place les bonnes régulations et les bons investissements pour économiser l'énergie qu'on peut économiser en continuant à innover et produire, pour électrifier tout ce qui peut l'être et pour avoir une production d'électricité la plus décarbonée possible. Il nous faut donc inventer les solutions de décarbonation de notre économie qui soient compatibles avec cet agenda de croissance.

Le 14 juillet dernier, la Commission européenne a présenté un ensemble de textes législatifs traduisant concrètement notre ambition de neutralité carbone pour 2050 et de réduction de 55% de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Le semestre de présidence française doit faire avancer ces textes avec toujours un objectif : ne pas perdre une minute, car il s'agit d'une urgence absolue, avoir le bon niveau d'investissement et d'innovation pour permettre de concilier développement économique et ambition climatique, et avoir le bon niveau d'accompagnement des industries et des ménages pour permettre constamment l'équilibre entre ambition climatique et justice sociale ; et enfin, garder notre compétitivité et notre ambition climatique. En particulier sous présidence française, l'un de nos objectifs sera la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Cette fameuse « taxe carbone » aux frontières de l'Europe qui permet de conduire cette transition pour l'ensemble de nos industries en préservant notre compétitivité. Ça consiste en quoi ? A corriger le fait que nous allons demander des efforts, des investissements, les accompagner, décarboner notre industrie, mais que nous continuerons à importer parfois des biens qui viennent de régions qui ne font toujours pas le même effort. Nous compenserons à nos frontières le différentiel. Sans quoi nos industriels, à juste titre, nous diraient que nous créons en quelque sorte un biais de compétitivité et que nous allons simplement supprimer notre industrie à défaut de la moderniser. Concilier compétitivité industrielle avec l'ambition climatique, c'est mettre en place ce mécanisme qui est clé et que nous souhaitons parachever sous présidence française.

Ensuite, nous souhaitons avancer sur la mise en cohérence de notre politique commerciale et de notre politique climatique et de biodiversité. Ainsi, la présidence française sera un moment clé pour pousser ce qu'on appelle les clauses miroirs et avoir des exigences environnementales et sociales dans nos accords commerciaux. C'est là aussi une question d'équité. Les acteurs économiques européens ne peuvent pas être les victimes de leurs efforts pour la planète. Donc ces clauses miroirs, c'est une mise en cohérence de notre agenda commercial avec notre agenda climatique. Nous allons d'ailleurs tout faire - ça ne se fera pas à l'échelle de la présidence française de l'Union européenne - pour que dans le cadre de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce, nous puissions intégrer cet agenda environnemental et social.

Enfin, sur ce volet, nous ferons aussi avancer les négociations sur la mise en place d'un instrument européen de lutte contre la déforestation importée qui visera à interdire l'importation dans l'Union européenne de soja, bœuf, huile de palme, bois, cacao, café quand ils contribuent à la déforestation. En effet, il nous faut resynchroniser notre agenda de lutte contre le dérèglement climatique et notre agenda de préservation de la biodiversité. Les deux sont liés. Nous l'avons montré en début d'année en organisant ici même le One Planet Summit pour la biodiversité qui a permis de relancer cet agenda durant l'année 2021. La France a porté la première un agenda de lutte contre la déforestation importée, qui est très cohérent avec, là aussi, notre politique climatique et notre politique agricole. Lorsque nous nous battons pour un plan protéines, nous luttons

contre la déforestation importée par des substances protéiniques qui viennent de zones qui produisent ces protéines végétales grâce à de la déforestation. Et donc vous voyez la cohérence et l'esprit de système de cet agenda, mais nous devons le porter au niveau européen pour être collectivement efficaces et ainsi défendre au niveau européen l'excellence de notre modèle agricole, qui est un modèle de haute qualité que nous souhaitons continuer d'accompagner dans sa transformation, et là aussi dans la préservation de la biodiversité.

Troisième élément de ce nouveau modèle européen de croissance, c'est de faire de l'Europe une puissance du numérique. Le numérique est en train de transformer évidemment tous nos secteurs de production, est au cœur des innovations mondiales, et réussir à créer de la croissance, des nouveaux emplois dans notre continent, réussir aussi à défendre nos valeurs, nos principes, c'est réussir à créer une Europe du numérique, en tout cas à la parachever. D'abord, c'est réussir à continuer de faire émerger des acteurs de plus en plus forts, des champions du numérique, en soutenant l'innovation et la croissance des acteurs émergents dans ce domaine. La France mène depuis un peu plus de quatre ans une stratégie en la matière qui a montré son efficacité à travers les résultats que nous avons sur l'Europe continentale en termes de levée de fonds, de création de startups et de levées aujourd'hui des tickets les plus importants. Nous souhaitons européaniser cette stratégie et réussir à avoir des fonds européens de financement de nos startups et de nos acteurs du numérique les plus innovants, en mobilisant nos investisseurs institutionnels. C'est ce qu'on appelle les fameux fonds Tibi que nous avons développés au niveau français, que nous souhaitons développer au niveau européen ; et qu'il s'agisse des domaines les plus technologiques à la santé numérique ou d'autres, cela nous permet de là aussi aller plus vite et plus fort dans le développement de nos acteurs numériques, mais permettre aussi de défendre leur souveraineté et d'éviter que ces derniers, lorsqu'ils sont en phase de croissance les plus fortes, n'aillent chercher cet argent chez les Anglo-Saxons ou les Asiatiques. Les dix premières capitalisations mondiales aujourd'hui voient huit entreprises de la tech et aucune européenne. C'est ça la réalité aujourd'hui du capitalisme mondial. Donc ce qui est une source d'espoir, c'est que parmi tout particulièrement ces huit entreprises de la tech qui appartiennent aux dix capitalisations mondiales, aucune n'existait il y a 25 ans. Donc tous les espoirs sont permis. Simplement, il nous faut regarder les règles de cette compétition internationale pour y arriver. Elles sont simples si on veut y arriver : créer un vrai marché intégré du numérique, simplifier nos règles, supprimer les barrières entre les 27, et donc continuer à travailler sur ce marché unique du numérique. Avoir les talents et donc continuer dans notre capacité en Européens à bâtir un agenda d'attractivité des talents. On a commencé à le faire en franco-français, il nous faut avoir cet agenda au niveau européen.

Troisièmement, attirer les financements, c'est ce que j'évoquais à l'instant et c'est le lien d'ailleurs avec une union des marchés de capitaux. C'est réussir à mobiliser l'épargne institutionnelle des Européens vers l'innovation, le risque, le développement de ces champions. C'est un élément essentiel pour bâtir le nouveau modèle de croissance européen.

Le deuxième axe sur le numérique, c'est de ne pas subir la loi des autres puissances, en définissant nous-mêmes les règles pour le monde numérique. Je l'évoquais encore il y a quelques semaines au Forum de Paris pour la paix. Nous avons déjà réussi, en Européens, à porter une réglementation européenne pour la protection des données individuelles. Non seulement, c'est un succès sur le continent européen, nous avons amélioré la protection de nos citoyens et de leurs données, mais nous en avons fait un standard international. Les grands groupes américains se sont mis à ce standard. Ce qui montre que quand nous savons nous organiser, nous créons des standards à l'échelle de la planète. Il nous faut poursuivre ce travail. Nous avons obtenu un accord international sur la taxation des multinationales, et en particulier des géants du numérique. L'agenda sous la présidence française permettra de mettre en œuvre cet accord qui a été finalisé en G20 au niveau européen. D'ici au printemps, nous aurons passé dans les conseils compétents, en particulier le Conseil dit Ecofin les textes permettant de mettre en place ces deux piliers et donc de parachever ce travail pour une vraie taxation des multinationales.

Ensuite, il y a deux textes pionniers qui seront discutés avec le Parlement européen et sur lequel nous concentrerons la présidence française. Le premier, c'est l'acte pour le marché numérique ou DMA, qui vise à éviter que les géants du numérique deviennent des monopoles sans règles et tuent cet esprit d'innovation qui, hier, leur a permis d'émerger. Cet acte pour le marché numérique, c'est au fond un acte de régulation économique de ce secteur. Le deuxième, c'est l'acte pour les services numériques, dit DSA, qui établira un régime de responsabilité des grandes plateformes au titre des produits qu'elles vendent et surtout, des contenus qu'elles diffusent. Et ça, c'est une régulation inédite européenne pour lutter contre la haine en ligne, pour définir la responsabilité de ces grandes plateformes sur leurs contenus. Ce qui fait de l'Europe un continent pionnier en la matière. Chaque jour, nous avons à évoquer des sujets, qu'il s'agisse d'antisémitisme, de racisme, de discours de haine, de harcèlement en ligne. Il n'y a aujourd'hui à proprement parler pas de régulation internationale sur ces sujets. Ce texte sera fondateur en ce qu'il permet, à l'échelle d'un continent, de mettre en place pour la première fois une régulation des contenus et une responsabilité des plateformes. Ces deux textes, DMA et DSA, seront des priorités sur ce volet numérique de cette présidence française.

Enfin, et c'est le quatrième pilier de ce modèle européen de croissance que nous voulons mettre au cœur de cette présidence, ce qui doit distinguer le modèle de production européen des autres, c'est notre capacité

collective à proposer aux travailleurs des emplois de qualité, qualifiés et mieux rémunérés. C'est au fond de dire, comme d'ailleurs le rapport BLANCHARD-TIROLE et l'ensemble des économistes qui nous ont remis il y a quelques mois ce rapport sur le nouveau modèle de croissance que nous voulons défendre, l'ont parfaitement dit, c'est de créer les bons emplois. L'Europe s'est toujours construite sur ces deux piliers : la compétitivité, la capacité à produire et innover, mais aussi sa capacité à avoir des préférences collectives et des équilibres sociaux et penser les équilibres de nos sociétés, la justice de celle-ci et donc la capacité à créer des bons emplois, des emplois de mieux en mieux payés, à former ses salariés. Si notre Europe ne protège pas, et ne protège pas mieux les plus faibles, si elle laisse prospérer le dumping social, alors apparaît un marché sans règles où ne se retrouvent plus les classes moyennes et les classes populaires. C'est cette Europe-là qui a nourri le Brexit, ne nous y trompons pas ! Lorsqu'une partie de nos peuples considère qu'ils sont les perdants d'un système, ils finissent par le rejeter légitimement. Nous avons d'ores et déjà obtenu ces dernières années des résultats importants qu'on pensait inaccessibles, je le rappelle, il y a quelques années sur le travail détaché, le changement de ses règles, l'accroissement de ses contrôles. J'étais encore hier d'ailleurs sur un des plus grands chantiers de travaux publics que nous avons sur notre sol dans l'Allier. J'ai pu regarder la mise en œuvre des contrôles que nous pouvons édicter de manière très concrète grâce à cette réforme européenne que nous avons initiée. Mais cette présidence doit être l'opportunité d'aller plus loin, et c'est pour cela que j'ai tenu à associer les partenaires sociaux à la préparation de cette présidence. Nous l'avons fait il y a plusieurs mois, en marge du Sommet sous présidence portugaise, à travers une série d'échanges bilatéraux, nous allons avancer durant ce semestre à venir sur plusieurs sujets.

D'abord, la directive sur les salaires minimum dans l'Union européenne, qui définit non pas un SMIC européen comme une moyenne, mais tire tous les bas salaires vers le haut grâce à un salaire minimum décent, sera au cœur de notre présidence. Les bonnes discussions de la semaine dernière dans le cadre du conseil des ministres compétents a permis une avancée considérable et nous pourrons, je le crois, parachever cette avancée pour véritablement créer un système beaucoup plus efficace tirant vers un salaire minimum décent en Europe et dans tous les pays. Nous agirons aussi pour l'égalité entre les femmes et les hommes avec la directive sur la transparence salariale qui vise à mettre fin aux écarts de salaires entre les femmes et les hommes. Nous souhaitons également, les prochaines heures seront déterminantes en la matière, pouvoir finaliser les textes européens pour les quotas dans le cadre des conseils d'administration. Ces textes étaient bloqués depuis plusieurs années. Je pense que nous pourrons finaliser ces textes lors du prochain semestre et nous souhaitons également faire avancer le devoir de vigilance à l'échelle européenne.

Voilà nos priorités sur ce deuxième pilier que le modèle européen de croissance, qui est en quelque sorte et notre capacité collective à réinventer ce qui nous a fait à l'aune du 21e siècle. Savoir innover, savoir produire, savoir reconstruire notre souveraineté technologique et la justice sociale à l'échelle du continent. Nous aurons aussi à porter beaucoup d'autres sujets majeurs sur l'union de la santé publique, sur les sujets de manipulation de l'information, d'agriculture et d'interdiction des pesticides, sur les régions ultra périphériques, sur le capitalisme responsable et tant d'autres sur l'accompagnement d'un modèle agricole d'excellence. Mais le fil rouge est là : faire en sorte que cette présidence soit utile, qu'elle permette à l'Europe de s'affirmer en tant que puissance et reprendre le contrôle de son destin et d'affirmer la singularité de son modèle.

Enfin, le troisième grand axe que je veux ici présenter et qui sera au cœur de cette présidence, c'est ce que j'appellerais une Europe humaine. « À taille humaine », « à l'échelle humaine », pour citer les grands auteurs. Je crois que cela contribue de cette singularité qui est la nôtre. Nous avons, sur ce petit morceau de terre qui nous a été donné, fait naître la démocratie, la Renaissance, l'humanisme, l'esprit des Lumières, les droits de l'homme, avec toujours une vocation profonde qui fait l'Europe et qui doit continuer de la faire. Une certaine idée de l'Homme. Voilà pourquoi, au-delà des priorités que je viens de présenter, je veux que nous puissions faire de cette présidence française un grand moment d'humanisme européen, un temps de mobilisation pour ce que j'appelle cette « Europe humaine » avec plusieurs initiatives, là aussi, qui scanderont les prochains mois.

D'abord au mois de mai, nous aurons à conclure la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Celle-ci, c'est une proposition que j'avais pu faire au printemps 2019. Elle a donné lieu à un immense travail et je veux vraiment remercier, partout à travers l'Europe, l'ensemble des équipes, des associations, des engagés, des jeunes en particulier, qui se sont investis dans ce travail et qui va permettre de déboucher sur des conclusions qu'au mois de mai nous aurons à discuter avec les institutions de notre Europe, avec les Gouvernements, la société civile. Cette étape sera importante, d'abord parce qu'elle est le fruit d'un travail collectif, d'une mobilisation, mais parce qu'elle est le début aussi de cet élan refondateur. Nous ne devons pas chercher au mois de mai à avoir des conclusions ficelées, mais plutôt à essayer de rebâtir un élan fondateur où nous devons repenser cette vocation humaniste de l'Europe, plus efficace, plus proche de nos concitoyens. Je crois que c'est essentiel pour qu'elle soit justement plus humaine. Une Europe qui se redonne quelques ambitions simples ; une Europe qui se donne des règles pour mieux associer nos concitoyens et être résolument plus démocratique ; et une Europe beaucoup plus simple, ce qui est un agenda que nous ne devons pas perdre de vue et qui est essentiel. Cet élan, peut-être ira jusqu'à une refondation de nos traités et je me félicite d'ailleurs que la nouvelle coalition en Allemagne se soit dotée d'une telle ambition. Je rencontrerai demain pour la première fois le chancelier allemand, Monsieur Olaf SCHOLZ, qui viendra à Paris demain midi et nous aurons l'occasion d'en discuter, mais je pense que cette capacité, cette disponibilité politique de plusieurs États membres à embrasser ces

mais je pense que cette capacité, cette disponibilité politique de plusieurs États membres à embrasser ces nouveaux sujets est essentielle pour que ce rendez-vous du printemps 2019 soit à la bonne ambition, c'est-à-dire celle de l'histoire et des prochaines décennies.

Nous porterons aussi comme nous l'avons toujours fait, la question des valeurs, qui sont le fondement même, la raison même de notre Union. Nous connaissons les débats actuels sur l'État de droit. La présidence française aura à les mener, nous pourrons revenir dans les questions sur le détail des procédures de tous ces sujets. Mais je veux ici dire que d'abord, ces questions ne sont pas négociables, elles sont existentielles, elles sont à la base de nos traités, elles sont au cœur de ce qui est la convention même des droits de l'homme, qui a précédé à notre Union, elles sont dans les textes constitutionnels de notre Union. Mais ces questions ne doivent pas opposer l'est et l'ouest de notre continent. Elles ne confrontent pas des pays, des sociétés ou des peuples d'Europe entre eux. Non. Ils sont un combat politique existentiel pour nos valeurs et pour notre union. Il y a des forces politiques qui remettent en cause ce qui est ce socle de valeurs, de droits qui a fait notre Europe, et donc nous devons aussi réfléchir à de nouveaux outils, pas seulement de sanctions, mais également d'encouragement, d'accompagnement. Il y a un travail politique profond, car nous devons aussi regarder des pays qui sont en train de douter de la réalité, ou de l'efficacité, ou de la pertinence de ces valeurs. C'est notre responsabilité d'Européens de le faire. C'est pourquoi, entre autres, je souhaite que durant ce semestre, nous puissions trouver des nouveaux instruments, pour aider à faire vivre nos libertés démocratiques, et qu'en particulier, nous puissions mettre sur pied un fonds de soutien européen au journalisme indépendant et d'investigation. Nous mènerons ce combat pour la défense de l'Etat de droit, comme nous mènerons le combat pour nos valeurs, celle de l'égalité, de la lutte contre toutes les haines et toutes les discriminations. En visant à étendre la liste des infractions européennes aux crimes et discours de haine, en nous dotant d'une stratégie de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, en dotant l'Union d'une législation sur la lutte contre les violences faites aux femmes.

Enfin, l'Europe, c'est une histoire, une culture à nulle autre pareille, qu'il nous incombe de porter, de défendre et de transmettre. Cette Europe humaine que j'évoquais, cet humanisme européen, cette appartenance que nous avons mis aussi au cœur de cette devise, n'existe que s'il est charnel, sensible. C'est notre culture d'Européens, notre histoire, ce qui passe par également notre éducation. L'histoire européenne n'est pas seulement l'addition de 27 histoires nationales. Elle a une cohérence, une unité que chacun pressent, mais qui ne se donne pas avoir encore pleinement. C'est pourquoi je souhaite que nous puissions relancer, sous cette présidence française, un grand travail sur l'histoire de l'Europe. Mais un grand travail qui doit se faire dans un cadre historiographique indépendant. Nous vivons un moment politique en Europe, où le révisionnisme s'installe dans plusieurs pays, où le révisionnisme historique est utilisé par des puissances qui veulent remettre en cause nos valeurs, notre histoire, parfois revoir leur propre rôle durant notre vingtième siècle. Nous devons absolument bâtir un cadre académique où les historiens de toute l'Europe pourront continuer à œuvrer sur un travail historique indépendant, reposant sur les traces, les preuves, les controverses ; et je souhaite que nous puissions, au mois de juin prochain, en France, initier ce travail qui donnera lieu à une préparation ardue et scientifique, par un comité indépendant durant les prochains mois, mais de forger une histoire et une historiographie de notre Europe et d'une histoire mondiale de l'Europe. C'est indispensable, et sur la base de ce travail, nous devrons d'ailleurs considérer comment ce travail pourra ensuite être décliné dans chaque pays européen. L'esprit européen n'est pas seulement un passé, une flamme qu'il faut animer, rallumer chaque jour de manière sensible dans nos écoles, dans nos musées, dans notre culture.

C'est pourquoi nous organiserons aussi, en juin prochain, une grande réunion des universités européennes. En effet, lors du discours de la Sorbonne, j'avais proposé que nous puissions créer des universités européennes. Nous avons été - nos universités ont été - extraordinairement efficaces : 40 universités européennes existent aujourd'hui. Cela fait partie de ces réalisations très concrètes qui, depuis le discours de la Sorbonne, font que celui-ci est devenu une réalité. Nous réunirons ces 40 universités, plus toutes celles qui se seront créées peut-être dans l'entre temps, en France, afin de pouvoir continuer cet agenda, mais de consacrer aussi l'importance des universités en Europe. Je souhaite aussi que cette présidence soit l'occasion de créer une Académie d'Europe qui réunira des intellectuels de toutes disciplines des 27 Etats membres pour éclairer nos débats éthiques, rapport aux libertés, proposer aussi des actions et des projets culturels.

Et puis, pour que chacun puisse avoir accès aux grandes œuvres artistiques qui nous font Européens, qui nous font vibrer comme Européens, nous prendrons plusieurs initiatives culturelles fortes durant cette présidence. D'abord, d'ores et déjà, tout ce que la France porte de culture dans notre pays, Hexagone et Outre-mer, mais aussi dans nos représentations, nos sites culturels partout en Europe et à l'international, s'est mis aux couleurs et à l'ambition de cette présidence française. Nous le ferons dans un temps un peu particulier où nous aurons aussi, au mois de mai prochain, à célébrer les 30 ans d'Arte et d'une fierté culturelle d'un grand projet européen. Mais nous développerons plusieurs initiatives en lien avec tous les partenaires qui souhaitent nous accompagner en la matière, en déployant des Micro-Folies où nous aurons, à travers tous les pays, toutes les régions, toutes les villes européennes qui souhaitent s'associer à ce que nous avons pu mener en France, des initiatives pour développer l'accès à des opéras, des musées, des œuvres d'art, notre sensibilité commune à travers des organisations virtuelles, mais qui permettent dans telle ou telle commune, tel ou tel endroit où il n'y a pas accès à des établissements de culture, d'avoir accès à ces œuvres. Nous l'avons développé en France ces

dernières années avec un succès véritable. Nous le ferons au niveau européen avec là aussi un point de rendez-vous au mois de mai prochain.

2022 sera l'année européenne de la jeunesse. J'avais évoqué à la Sorbonne une généralisation du programme d'échange Erasmus à tous les jeunes Européens, car il donne une ouverture d'esprit qui est un bagage unique dans la vie adulte. Nous l'avons déjà élargi aux apprentis et avons déjà doublé le nombre de bénéficiaires. Je veux remercier toutes celles et ceux qui se sont engagés dans cette ambition et ont permis aux apprentis partout en Europe de bénéficier de ce nouveau programme Erasmus +. Allons plus loin et réfléchissons à un service civique européen de 6 mois ouvert à tous les jeunes de moins de 25 ans pour un échange universitaire ou d'apprentissage, un stage ou une action associative. Ce service civique européen, c'est une proposition que nous ont fait les jeunes Européens et qui ont été remises aux ministres compétents. Je souhaite que nous puissions enclencher la mise en œuvre concrète et véritable de cette initiative qui vient de notre jeunesse durant ce semestre qu'aura à présider la France.

Vous l'avez compris, cette Europe plus humaine, c'est celle qui, à travers toutes ces initiatives, permet dans nos écoles, nos universités et à travers la culture, de défendre nos valeurs, mais de faire en sorte que ce combat pour l'Europe ne soit pas un combat d'entre-soi, mais une lutte qui est toujours à mener. Quand on considère que l'Europe est un acquis, on ne se bat plus pour elle. Quand on oublie que l'Europe est ce qui nous a fait, ce qui nous forge, ce qui nous lie, on finit par penser qu'on pourrait la désagréger sans conséquences. Donc, ce combat est aussi existentiel que celui pour la souveraineté et pour le modèle de croissance que j'évoquais.

Voilà le triptyque autour duquel nous organiserons ce semestre à venir avec plusieurs rendez-vous que j'ai pu égrener au travers de ma présentation. Ce sont les principaux, mais il y aura chaque semaine des réunions ministérielles, des réunions informelles ou formelles, mais cet agenda sera ainsi scandé. Je ne serai pas plus long. Je vais maintenant répondre à toutes les questions que vous pouvez avoir. Ce que je vous propose, c'est que nous ayons d'abord des questions sur l'Europe, tous les sujets sur l'Europe, évidemment, y compris les sujets que je n'ai pas pu aborder pour parler de notre présidence ; parler ensuite peut-être des sujets internationaux. Je ne m'appesantirai pas sur les questions de politique intérieure française, ce n'est pas l'objet de cette conférence, mais évidemment, s'il y avait quelques questions plus nationales, je ne les esquiverai pas, mais ça n'est pas le cœur de cette conférence.